



## **PROJET DE RÉFORME DES RETRAITES NON À LA RETRAITE POUR LES MORTS!**

Nous, syndicats FO de la Fédération de l'Énergie et des Mines, nous nous opposons fermement à la réforme des retraites proposée par le Gouvernement comme nous l'étions auparavant concernant le projet de réforme systémique abandonné par Emmanuel MACRON.

La justification financière avancée par le Gouvernement pour réformer notre système de retraite par répartition ne tient pas. «*Les dépenses de retraites sont relativement maîtrisées, dans la plupart des hypothèses, elles diminuent à terme*» **dixit le président du Conseil d'Orientation des Retraites, Pierre-Louis BRAS** et nombre d'économistes l'affirment également.

Cette réforme ne propose rien sur la prise en compte systématique de la pénibilité au travail et des nouvelles pénibilités auxquelles sont confrontées des cohortes de salariés.

Cette réforme ne règle pas le problème de l'inégalité salariale vis-à-vis des femmes. Sachant que les salaires des femmes sont en moyenne **inférieurs de 28,5 % à ceux des hommes** tous temps de travail confondus et perçoivent en moyenne une pension de retraite **inférieure de 41 % à celle des hommes**.

Le report de l'âge légal de départ à la retraite entraînera mécaniquement une augmentation des séniors au chômage (actuellement **seuls 35,5 % des 60 à 64 ans étaient en emploi, fin 2021**).



**63 ans étant l'espérance de vie en bonne santé pour les hommes et 64 ans pour les femmes.** C'est une nouvelle retraite des morts que le gouvernement propose aux salariés en les faisant travailler plus longtemps avec l'effet prouvé de faire diminuer cette espérance de vie en bonne santé. La prétendue nécessité de travailler plus longtemps en raison d'une augmentation de l'espérance de vie, si elle nous est présentée comme évidente, est pourtant battue en brèche par les statistiques de l'Insee et la quasi-totalité des experts travaillant sur ces sujets.

L'augmentation du nombre d'annuités va généraliser les retraites incomplètes avec pour conséquence une baisse de pension conséquente et définitive pour les futurs retraités, et plus particulièrement les femmes, plus exposées aux carrières incomplètes et au temps partiel subi.

Cette baisse de droits va favoriser le développement des retraites privées par capitalisation auprès des salariés qui pourront se le permettre, remettant en cause notre système de retraite par répartition, fondé sur la solidarité entre travailleurs.

Cette réforme comporte un angle mort concernant l'emploi des séniors. L'index seniors, qui consiste à obliger les entreprises à déclarer le nombre de seniors qu'elles emploient, n'est assorti d'aucune mesure permettant l'obligation de maintenir dans l'emploi et/ou de recruter les salariés dits séniors.

Cette réforme n'est autre que la facture adressée aux citoyens français pour remplir les caisses de l'ÉTAT afin de continuer à alimenter celles des grands groupes et des grandes fortunes qui ne sont pas mis à contribution dans le cadre de cette réforme.

La vérité est donc ailleurs et elle est parfaitement assumée par le ministre de l'Économie et des Finances quand il déclare, entre autres : «*il faut bien financer nos hôpitaux, nos collèges, nos lycées, nos universités... et c'est la réforme des retraites qui permettra de garantir ce financement.*»

## LA FERMETURE DES RÉGIMES SPÉCIAUX POURQUOI TANT DE HAINE ?

Nous considérons que cette réforme est injuste et inéquitable pour l'ensemble des citoyens français et qu'elle ne tient pas compte de la mission de service public des travailleurs du secteur de l'énergie qui ont contribué depuis des années à maintenir la fourniture de l'Énergie à la Nation malgré les tempêtes et les choix stratégiques désastreux des gouvernements successifs.

Le régime de retraite des IEG est équilibré, c'est même un contributeur net à la CNAV et aux caisses AGIRC/ARCCO. La suppression du régime des IEG est un acte purement politique. Depuis le début de la crise énergétique, le gouvernement compte sur les agents des IEG mais il n'a aucune reconnaissance pour celles et ceux qui permettent à la France de passer l'hiver.

Pour FO Énergie et Mines, le gouvernement doit retirer son projet archaïque d'allongement de la durée de travail et de cotisation et devrait s'attacher à mettre en œuvre un grand projet collectif permettant de relancer son économie pour reconquérir sa souveraineté alimentaire, industrielle, énergétique ! Faire baisser le prix de l'Énergie n'est qu'une question de courage politique au niveau européen.

**Vous, élus de la Nation, êtes censés gouverner dans l'intérêt général en portant un projet de progrès social pour tous ! Dans le projet de réforme en débat aujourd'hui où est ce progrès social pour l'immense majorité du peuple français ? Partir à 64 ans alors que beaucoup sont en mauvaise santé, au chômage, en arrêt maladie ou dans la précarité bien avant ?**

Nous demandons au gouvernement de retirer son projet de réforme des retraites faute de quoi nous amplifierons nos actions contre l'ensemble des Députés et Sénateurs qui veulent remettre en place la retraite des MORTS en France pour l'ensemble des Françaises et des Français.

**Pour toutes ces raisons, la FNEM FO s'inscrit pleinement dans l'appel à la grève et marque son opposition en manifestant les 7 et 11 février 2023.**

**Nous invitons les citoyens français à s'exprimer sur les réseaux sociaux des députés favorables à la réforme. #MetsEnRetraiteTonDéputé**

**Si la réforme des retraites est pour le gouvernement la mère des réformes, pour FO, les retraites seront la mère des batailles !**

